



A.A.F.C.
ASSOCIATION D'AMITIE FRANCO-COREENNE

C/O CILRECO - COFRECO
119 rue Jean Jaurès
92320 - CHÂTILLON
Fax : 01 46 62 07 98

Prix du numéro : 1,52 euro

ISBN 0150 – 3808

BULLETIN TRIMESTRIEL
DE L'ASSOCIATION D'AMITIE FRANCO-COREENNE

N° 93

4ème trimestre 2007

L'ASSOCIATION D'AMITIE FRANCO-COREENNE
VOUS PRESENTE
SES MEILLEURS VŒUX POUR 2008

SOMMAIRE

- | | |
|---|----------------|
| - L'EDITORIAL DE GUY DUPRE, VICE-PRESIDENT DE L'AAFC | page 2 |
| - SUCCES DE LA SOIREE DE SOLIDARITE AU SENAT | pages 3 à 9 |
| - NOUVELLES DE COREE ... ET D'AILLEURS | pages 10 à 14 |
| - LE SOMMET INTERCOREEN D'OCTOBRE 2007 | pages 15 et 16 |
| - DECLARATION SUR L'AVANCEE DES RELATIONS COREENNES
NORD-SUD, LA PAIX ET LA PROSPERITE | pages 17 à 19 |
| - ELECTION PRESIDENTIELLE EN COREE DU SUD | pages 20 et 21 |
| - INFORMATIONS AAFC | page 22 |

**UNE ANNEE 2008 CHARGEE DE PROMESSES
POUR LA REUNIFICATION ET LA PAIX EN COREE**

par
**Guy DUPRE, Vice-Président de l'AAFC,
Secrétaire Général du CILRECO**

En présentant à tous les adhérents et amis de l'AAFC nos meilleurs vœux de bonne et heureuse année, nous voulons aussi exprimer le souhait que 2008 apporte à la nation coréenne des progrès décisifs dans son œuvre de réunification nationale et de paix.

Nous abordons en effet cette nouvelle année avec optimisme pour la cause du peuple coréen en appréciant les formidables avancées qui se sont produites l'an dernier, tant dans le processus de réconciliation, de coopération et de réunification engagé entre le Nord et le Sud de la Corée que dans les négociations multinationales (pourparlers à six) visant à parvenir à la dénucléarisation de la péninsule coréenne et à la coexistence pacifique dans la région.

Avec le nouvel accord intervenu au second sommet intercoréen du 4 octobre 2007, tous ces progrès constituent des promesses de changements plus fondamentaux.

Certes, des sujets d'inquiétudes demeurent, tels le résultat préoccupant des dernières élections présidentielles sud-coréennes ou la persistance des manœuvres des faucons américains et japonais pour faire capoter l'accord sur la dénucléarisation et la paix dans la péninsule coréenne.

Pour autant, nous demeurons confiants dans la détermination et la force du mouvement national de réunification de la nation coréenne pour surmonter ces obstacles, avec l'appui des composantes du mouvement international de solidarité (CILRECO) auquel nous avons l'honneur de participer.

L'AAFC a bien tenu sa place dans ce mouvement pluraliste de soutien à la cause du peuple coréen, malgré le handicap que constitue toujours l'ostracisme de nos gouvernants envers la RPD de Corée et leur totale absence dans les efforts de la communauté internationale en faveur de la solution positive du « problème coréen ».

Nous avons pu vérifier que notre patient travail pour rétablir la vérité sur les réalités de la RPD de Corée et sur le « problème coréen » avait porté ses fruits, comme en a témoigné le formidable succès de notre soirée de solidarité du 1^{er} décembre dernier au Sénat en faveur des populations sinistrées de Corée du Nord.

Ceci nous conforte dans l'utilité de notre Association et de son action pour l'amitié et la solidarité entre les peuples français et coréen dans leur intérêt mutuel et pour contribuer à l'émergence d'un monde de coopération, de sécurité et de paix.

100 participants à la soirée de solidarité au Sénat avec les populations coréennes sinistrées

Suite aux inondations d'août-septembre en Corée du Nord, l'AAFC a pris l'initiative d'organiser au Sénat une soirée de solidarité avec les populations coréennes sinistrées. Depuis août, près de 10 000 euros ont ainsi été recueillis par l'AAFC, au profit du Secours Populaire Français, pour aider les victimes des inondations.

Du 7 au 14 août derniers, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a été touchée par les pires inondations de son histoire depuis quarante ans. Sur 23 millions d'habitants, au moins 960 000 personnes ont été touchées, dont 170 000 sans abris. Le passage du cyclone Wipha, du 17 au 20 septembre, a encore aggravé le bilan humain et matériel : plus de 600 personnes sont mortes ou portées disparues, et la perte de plus de 10 % des terres cultivées fragilise la situation alimentaire, alors que seulement 17 % du territoire coréen sont arables.

Face à la gravité de la situation, l'AAFC a répondu présente en relayant l'appel à dons immédiatement lancé par le Secours populaire français : au total, près de 10 000 euros ont été recueillis depuis août à l'initiative de l'AAFC pour acheminer des produits d'urgence en Corée. Compte tenu des besoins de reconstruction à long terme, notamment pour réhabiliter une infrastructure de transports, sanitaire et médicale qui a subi de lourds dégâts, les dons peuvent toujours être adressés par courrier, à l'adresse du Secours Populaire Français (BP 3303 – 75 123 Paris cedex 03, préciser « Catastrophes naturelles / Corée du Nord »), ou en ligne, par chèque ou carte bleue, sur le site www.secourspopulaire.fr (indiquer l'affectation « Urgence et développement dans le monde », et préciser « Corée du Nord »).

L'action la plus importante de la campagne menée par l'AAFC a été l'**organisation d'une soirée de solidarité, dans les salons de Boffrand de la présidence du Sénat, le samedi 1^{er} décembre**. Placée sous le haut patronage de Mme Michèle André, Vice-présidente du Sénat, Présidente du groupe sénatorial d'études et de contact France-RPDC, cette manifestation a réuni 100 participants à un concert de musique classique offert par de jeunes musiciens talentueux, suivi d'un cocktail dînatoire où s'est produit M. Alain Mounier, prestidigitateur professionnel spécialiste du « close up ». Parmi les représentants du monde économique et social conviés par M. André Aubry, ancien Sénateur-maire d'Antony, Président de l'AAFC, la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA) a apporté son concours financier, ainsi que la Chambre de Commerce de l'Union européenne en Corée et l'Association d'Amitié Luxembourg-RPDC présidée par M. Charles Doerner. Des diplomates de la Délégation à l'Action humanitaire du ministère français des Affaires étrangères et européennes étaient également présents à la soirée.

La soirée a notamment proposé une exposition de photos sur les conséquences des inondations d'août-septembre et l'action du Secours Populaire. L'exposition a été montée par Alain Noguès grâce au concours de Philippe Pons, correspondant du quotidien *Le Monde*, qui a bien voulu mettre à disposition des organisateurs les photos qu'il a prises lors de son séjour en Corée en août dernier

Une projection d'images des journaux télévisés coréens a montré l'ampleur de la catastrophe et la mobilisation de la population, alors que la communauté internationale a répondu à la demande d'aide formulée par le gouvernement nord-coréen (*cf. encadré ci-dessous sur les actions conduites par les organisations internationales*).

**Les actions de la communauté internationale en Corée
après les inondations d'août et septembre 2007 :
actions d'urgence et opérations de réhabilitation à moyen et long termes**

Au-delà de l'aide d'urgence, des actions de long terme ont été engagées en Corée, avec le soutien de la Croix-Rouge internationale, mais aussi des agences des Nations-Unies et d'organisations non gouvernementales, comme le Secours populaire français :

- face aux risques alimentaires, outre des distributions immédiates de plusieurs milliers de tonnes de céréales, il a été mis en place un dispositif de dépistage rapide des risques de malnutrition chez les enfants ; il a également été élaboré, conjointement avec le ministère de la santé nord-coréen, un protocole de pâtes nutritives ;
- s'agissant de l'accès à l'eau potable, l'aide d'urgence a consisté notamment en la fourniture de 27 000 kits d'eau ; à plus long terme, la priorité porte sur la réhabilitation d'un grand nombre de pompes, de moteurs, de transformateurs, ainsi que près de 100 kilomètres de canalisations endommagés ou emportés par les eaux ;
- dans le domaine de la santé, dans un contexte d'augmentation des cas de diarrhée, d'infection respiratoire et de maladie de peau, l'action de l'UNICEF et du ministère de la santé a porté sur la distribution de kits sanitaires d'urgence, mais également de savon, de comprimés de sel de réhydratation orale et de tablettes de zinc ; à plus long terme, la réhabilitation de l'infrastructure hospitalière constitue une priorité, tandis que les actions de prévention ont été encouragées au sein des familles coréennes – en particulier pour prévenir les cas de diarrhée.

L'intégralité des sommes recueillies à l'occasion de la soirée de solidarité seront affectées au transport et à l'achat par le Secours populaire français de produits alimentaires et de médicaments au profit des populations coréennes sinistrées. Ce résultat n'a pu être obtenu que grâce à la subvention du Sénat au groupe sénatorial présidé par Mme Michèle André, à qui M. André Aubry a adressé une lettre de remerciements en soulignant l'indispensable soutien matériel de la Haute Assemblée. En outre, les autres frais d'organisation ont été entièrement pris en charge par l'AAFC.

La soirée a été ouverte par les interventions liminaires de MM. André Aubry (*cf. ci-dessous des extraits des discours des représentants de l'AAFC*) et Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français (SPF). Ce dernier a souligné l'implication continue du SPF en Corée du Nord depuis les catastrophes naturelles des années 1990 :

- l'envoi, chaque année depuis 2004, d'un container chargé de produits de première nécessité, pour une valeur totale de 90 000 euros : suite aux inondations de cet été, un premier container, transportant plus de 20 tonnes de produits alimentaires, d'hygiène et de médicaments, est déjà parti des entrepôts de Lille à destination de la Corée le 9 novembre dernier : les frais d'envoi de ce container ont pu être partiellement pris en charge grâce aux dons recueillis depuis août, suite à l'action de solidarité lancée par le SPF avec le relais de l'AAFC ;
- des actions de formation en France de quatre médecins, en 1999-2000 et depuis octobre 2006 ;

- une aide à la fabrication de papier recyclé dans l'usine de Rakrang, à Pyongyang, par la fourniture de quatre tonnes de fibres ;
- l'envoi de médicaments et la fourniture d'ordinateurs à l'Institut des langues étrangères.

Créée en 1969 pour développer les actions de coopération et de solidarité entre Français et Coréens, l'AAFC remercie l'ensemble des participants à la soirée du 1^{er} décembre et les convie à poursuivre l'action engagée ensemble, pour qu'advienne une nouvelle ère de paix et de prospérité dans la péninsule coréenne.

Benoît Quennedey

* * * *

« C'est maintenant qu'il faut agir pour éviter un nouveau drame en Corée ! »

Extrait de l'intervention de M. André Aubry,
ancien Sénateur-maire d'Antony, Président de l'AAFC,
en ouverture de la soirée de solidarité avec les populations coréennes sinistrées
(Sénat, 1^{er} décembre 2007)

« Nous sommes réunis ce soir dans les salons de Boffrand de la présidence du Sénat pour manifester notre solidarité avec les populations coréennes sinistrées, après les terribles inondations qui ont ravagé la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en août et septembre derniers : plus de 600 morts et disparus, 1 million de personnes touchées, un réseau d'infrastructures sanitaires, sociales, économiques et de transports gravement détruit, ainsi que 250 000 hectares de terres arables perdues : les risques de pénurie alimentaire sont réels et, sans la mobilisation de la communauté internationale, le bilan risque encore de s'alourdir.

« Déjà dans les années 1990, des catastrophes climatiques, inondations suivies de sécheresse, avaient entraîné des centaines de milliers de victimes. C'est donc maintenant qu'il faut agir pour éviter un nouveau drame en Corée !

« Créée en 1969, l'Association d'amitié franco-coréenne (AAFC) que j'ai l'honneur de présider a agi de manière constante en faveur du développement des relations d'amitié, de coopération et d'échanges entre Français et Coréens. Dès l'origine, elle a réuni des sensibilités politiques diverses, notamment gaullistes, socialistes et communistes - je pense par exemple à Louis Terrenoire ou Edmond Michelet, anciens Présidents de l'AAFC, qui ont été ministres du général de Gaulle et ont œuvré en faveur de relations équilibrées entre notre pays et les deux Corée(s), dans l'intérêt mutuel de nos peuples et de la paix (...)

« Cette soirée de solidarité a pour but de recueillir des fonds en faveur des populations coréennes sinistrées, pour acheter et acheminer en Corée, par containers, des produits alimentaires et médicaux de première nécessité. A cette fin, nous nous sommes appuyé sur un partenariat noué de longue date avec le Secours populaire français, présent en RPDC depuis dix ans. Je souhaite à ce propos remercier de sa présence Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français. Le Secours populaire se procurera les biens d'urgence et procèdera à leur envoi vers la Corée, comme il l'a déjà fait efficacement à plusieurs reprises (...).

« Je voudrais conclure cette allocution en me félicitant du contexte politique nouveau en Corée dans lequel se tient notre action de soutien humanitaire aux populations coréennes, au lendemain du second sommet intercoréen, du 2 au 4 octobre derniers.

« Ce sommet entre le dirigeant Kim Jong Il et le président Roh Moo-hyun a clairement dessiné des perspectives de renforcement de la réconciliation, de la coopération et de la paix en Corée en vue de sa réunification (...).

« Mesdames et Messieurs, c'est donc conscient des difficultés auxquelles sont une nouvelle fois confrontées les populations de la RPD de Corée après les inondations d'août et septembre derniers, mais aussi confiant dans la capacité et la volonté des Coréens à surmonter ces difficultés que je vous remercie à nouveau pour votre participation à cette soirée de solidarité avec le peuple coréen ».

Notre Président André AUBRY connaît actuellement quelques soucis de santé. En lui souhaitant un prompt rétablissement, nous lui exprimons nos chaleureux sentiments d'amitié.

**« Ensemble nous aurons encore de grandes choses à faire,
pour l'amitié, la solidarité France - Corée du Nord »**

Extrait de l'intervention de M. Julien Lauprêtre,
Président du Secours Populaire Français,
en ouverture de la soirée de solidarité avec les populations coréennes sinistrées
(Sénat, 1^{er} décembre 2007)

« Le Secours populaire français, ses dévoués bénévoles, ont participé à l'effort entrepris dans notre pays pour apporter aide et réconfort aux victimes des récentes inondations, notamment l'envoi le 9 novembre 2007 d'un container de 20 tonnes de matériel médical, produits alimentaires, d'hygiène, médicaments, représentant une valeur totale de 25 00 euros.

« Cette solidarité se poursuit activement et le geste que vous vous apprêtez à accomplir ce soir y contribuera.

« Avec la Corée du Nord, c'est depuis près d'une dizaine d'années qu'un partenariat s'est noué.

« Nous répétons souvent cette phrase de l'écrivain Henri Barbusse, l'auteur du livre « Le feu » : « la solidarité ce ne sont pas des mots, ce sont des actes ».

« Qu'on en juge avec ces quelques exemples depuis 1999 :

« - en partenariat avec le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, le SPF a acheté du matériel pour les services de pédiatrie et de consultations, ainsi que pour un laboratoire de l'hôpital de Tae Don Gang, district de Pyongyang. Par ailleurs, deux médecins sont venus en France pendant six mois pour recevoir une formation.

« - aide à la fabrication de papier recyclé de l'usine de Rakrang (Pyongyang) qui sera utilisé pour les cahiers scolaires.

« - fourniture de médicaments à l'hôpital de Tae Dong Gang

« - aide à l'institut de langues étrangères par la fourniture de deux ordinateurs

« - envoi de trois containers (2004 – 2005 et 2006) chargés de produits de première nécessité, soit 39 tonnes

« - accueil en formation dans des hôpitaux parisiens de deux médecins de Corée du Nord en France

« Depuis 1999, le montant total de l'aide apportée représente plus de 155 000 euros.

« Ces actions humanitaires s'inscrivent dans notre vision « de mondialiser la solidarité » qui, avec des partenaires sur place, sur le terrain, permettent l'efficacité de l'aide apportée immédiatement et durablement et ceci, dans plus de 60 pays.

« D'ailleurs, cette façon de déployer l'entraide fraternelle, nous a valu les félicitations dans le rapport de la Cour des comptes après la tragédie engendrée par le tsunami. Cette notion « que le malheur des uns fait aussi le malheur des autres » nous a aussi conduits à être présents par l'intermédiaire de fidèles et courageux partenaires, dans les pays où nous intervenons.

« Le mérite de nos bénévoles, de tous nos comités, de nos 98 fédérations, qui viennent de se réunir en Congrès à Brive La Gaillarde, est d'autant plus grand que chez nous, à notre porte, grandit le nombre des « sans » : sans travail, sans logement, sans accès aux soins, à la culture, aux sports, parfois aussi sans papiers, sans droits.

« Merci de votre accueil, main dans la main, cœur à cœur, ensemble nous aurons encore de grandes choses à faire, pour l'amitié, la solidarité France - Corée du Nord ».

« Accompagner la Corée sur la voie de la réhabilitation économique »

Extrait de l'intervention de Benoît Quennedey,
membre du bureau de l'AAFC,
en ouverture de la soirée de solidarité avec les populations coréennes sinistrées
(Sénat, 1^{er} décembre 2007)

« J'ai adhéré à l'association d'amitié franco-coréenne en 2005, après un premier déplacement en Corée effectué par l'AAFC en 2005, et avant d'organiser un second voyage dans ce pays en août 2006 afin de mieux connaître la vie quotidienne des Coréens et d'envisager des actions de coopération.

« Lors de ces déplacements, j'ai été sensible aux atouts de la RPDC, pays trop souvent décrié dans les médias, à savoir un haut niveau d'éducation et une véritable industrialisation, mais aussi au tempérament chaleureux et spontané des Coréens, décrits à juste titre comme « le plus latin des peuples d'Asie ». En même temps, nous avons été conscients des facteurs de dépendance de la Corée, notamment l'enjeu de la lutte pour la sécurité alimentaire face au poids des aléas climatiques.

« Dans ce contexte, les inondations de cet été sont apparues potentiellement catastrophiques. Il y a, certes, le dramatique bilan humain immédiat, mais aussi des risques sévères de pénuries alimentaires à plus long terme, de retards de développement de millions d'enfants, comme l'a rappelé André Aubry. Il faut accompagner la Corée sur la voie de la réhabilitation économique, pour qu'elle tire pleinement parti de ses atouts.

« Que pouvions-nous faire ? Que devons-nous faire ? Sensibiliser l'opinion publique, collecter des dons en nous appuyant sur la présence de longue date du Secours populaire français, qui a immédiatement lancé un appel à la solidarité après les inondations d'août (...).

« C'est dans ce contexte qu'est née l'idée de la soirée, au détour d'une conversation avec Nicolas Goussé. Je tiens à remercier les nombreux bénévoles (plus d'une vingtaine !) qui, pendant deux mois et demi, n'ont ménagé ni leur temps, ni leurs efforts, pour diffuser l'information, sensibiliser, contacter (...).

« J'adresse des remerciements plus particuliers à Patrick Kuentzmann, "plume" de la plupart des documents qui vous ont été diffusés, à Alain Noguès, pour l'exposition photos, car il a été particulièrement ardu de recueillir de tels témoignages, Guy Dupré, Vice-président de l'AAFC, et l'un des meilleurs connaisseurs de la Corée, Isabelle Lagrange, qui a pris en charge les relations presse et la communication, Dominique Delarue, pour la réalisation des panneaux d'information, sans oublier mon collègue Patrick Gagnepain, secrétaire exécutif du groupe d'amitié sénatorial, ainsi que tous ceux qui se sont impliqués pour cette soirée, bien que n'étant pas membres de l'AAFC, je pense notamment à Yiwei Lin, Julien Fessou, Bertrand Gougé et Hwang Sunkyoung.

« Le succès de cette soirée repose certes sur une solidarité financière, mais aussi sur la présence de vous toutes et de vous tous. Nous comptons sur vous pour relayer le message de solidarité avec le peuple coréen ».

Relations Etats-Unis-RPDC : le président Bush écrit au dirigeant Kim Jong-il

Le président américain George W. Bush a adressé le 1^{er} décembre 2007 une lettre à Kim Jong-il, président de la Commission de la Défense nationale de la République populaire démocratique de Corée. **C'est la première fois que le Président Bush s'adresse ainsi de façon personnelle au dirigeant coréen.**

La lettre a été remise au dirigeant par l'entremise de Christopher Hill, émissaire américain chargé du dossier nucléaire, lors de sa récente visite à Pyongyang. Aucun détail n'a été fourni sur son contenu, si ce n'est que le président américain demande à son homologue de respecter les engagements pris lors des pourparlers sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Si ces engagements sont tenus, les Etats-Unis pourraient envisager de normaliser leurs relations avec la RPDC.

Le dirigeant Kim Jong-Il a répondu « verbalement » à cette lettre sans précédent, a annoncé la Maison Blanche le 14 décembre. La réponse a été transmise par les canaux diplomatiques à New York, où siège l'Organisation des Nations Unies. Le porte-parole de la Maison Blanche n'a pas précisé la teneur de la réponse. *« Nous avons reçu une réponse verbale. Toutes les parties prenantes aux discussions à six attendent l'entière application »* des accords sur la dénucléarisation, s'est-il contenté de dire.

Cet échange entre les dirigeants américain et nord-coréen intervient alors qu'un groupe d'experts des pourparlers à six (qui réunissent, outre les deux Corée, les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon) s'est rendu en RPDC du 27 au 29 novembre pour apprécier l'avancement des travaux de désactivation des installations nucléaires de Yongbyon. (*Le Monde*)

Environnement : marée noire en Corée du Sud

Le 7 décembre 2007, après la collision du pétrolier « Hebei Spirit » avec une barge à la dérive, 10 000 tonnes de pétrole brut se sont déversées en mer à six kilomètres de la côte ouest de la Corée du Sud.

Malgré les efforts des secouristes pour détourner la nappe de pétrole, s'étendant sur une quinzaine de kilomètres carrés, celle-ci a atteint dès le lendemain les côtes sud-coréennes en raison de vents violents et des courants marins. **C'est une véritable catastrophe écologique pour le pays**, d'autant plus que les côtes touchées vivent essentiellement du tourisme et des fermes aquacoles.

C'est la deuxième marée noire qu'a connue la Corée du Sud, mais la plus importante qui n'ait jamais eu lieu dans ce pays. La circulation maritime est importante, puisque la

Corée du Sud est le cinquième pays consommateur de pétrole et n'en possède pas, mais il y a peu de détroits ou de passages accidentés où de tels accidents peuvent avoir lieu.

Si les médias ont parlé de la catastrophe, on a pu avoir l'impression que peu de reporters étaient envoyés sur place, donnant peu de détails sur cette marée noire et surtout sur ses conséquences, à moins de quinze jours de l'élection présidentielle sud-coréenne et alors que les médias et les Coréens du Sud étaient surtout préoccupés par leurs problèmes intérieurs. (Radio France Internationale)

Culture : l'Orchestre philharmonique de New-York bientôt à Pyongyang

L'Orchestre philharmonique de New-York, le plus ancien orchestre symphonique américain (créé en 1842), donnera un concert le 26 février 2008 au Grand Théâtre de Pyongyang.

L'annonce a été faite le 11 décembre 2007 au cours d'une conférence de presse à laquelle participaient, au côté du président de l'orchestre Paul Guenther, et du directeur Zarin Mehta, le sous-secrétaire américain et négociateur chargé du nucléaire nord-coréen Christopher Hill ainsi que le chef de la mission de la République populaire démocratique de Corée aux Nations Unies, Pak Gil-yon.

M. Pak a souligné que l'invitation faite au philharmonique par la Corée du Nord entendait promouvoir les relations amicales entre les peuples des deux pays, et que la visite approfondirait la compréhension et l'amitié entre les deux parties. « **La visite à Pyongyang du Philharmonique de New York, la première de ce genre, constituera un moment important et chargé de signification dans l'histoire des relations entre la République populaire démocratique de Corée et les Etats-Unis** », a-t-il dit.

« Nous sommes habitués à jouer un rôle d'ambassadeurs culturels, mais il n'arrive pas souvent que notre rôle soit aussi important », a souligné Zarin Mehta. « Une petite symphonie peut représenter un grand pas », a-t-il répondu à un journaliste qui lui demandait si le concert pourrait aider à la réunification des deux Corée. « Ce qui vient après appartient aux diplomates, et aux gouvernements. Tout ce que nous pouvons faire est montrer comment la musique peut rapprocher les peuples », a-t-il ajouté.

Ce voyage a reçu le soutien du département d'État américain, mais il n'a pas été précisé si un haut fonctionnaire américain en ferait partie.

Le concert devrait s'ouvrir par les hymnes des Etats-Unis et de la République populaire démocratique de Corée. La Neuvième Symphonie « *du Nouveau Monde* » d'Anton Dvorak et *Un Américain à Paris* de George Gershwin figureront également au programme du concert. (Agence France-Presse).

Transports : reprise du trafic ferroviaire entre le sud et le nord de la Corée

Le 11 décembre 2007, pour la première fois depuis 1951, un train de marchandises a traversé la frontière entre la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et la République de Corée (Corée du Sud).

Douze wagons transportant des matériaux de construction ont roulé du Sud vers le Nord, avant de revenir à leur station de départ chargés de biens manufacturés produits dans le complexe industriel implanté dans la ville de Kaesong, où travaillent environ 21 600 employés nord-coréens.

Ce service ferroviaire quotidien qui emprunte une nouvelle voie d'une vingtaine de kilomètres est un des résultats tangibles du sommet d'octobre entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il et le président sud-coréen Roh Moo-hyun.

Cette liaison « *accéléra encore les projets économique inter-coréens et contribuera à l'établissement d'une communauté économique* », a déclaré le ministre sud-coréen de l'Unification Lee Jae-joun. Cette appréciation est partagée par son homologue nord-coréen, Kwon Ho-ung. Ce service « *donnera une nouvelle vigueur au projet industriel de Kaesong et aidera beaucoup à la réconciliation et à la prospérité commune.* »

Le 21 décembre, à l'issue d'une rencontre entre des responsables économiques du Nord et du Sud, il a été convenu d'étendre ce service au transport de passagers en 2008.

Une fois connectée au chemin de fer trans-sibérien, **la ligne ferroviaire trans-coréenne permettra de relier la Corée à l'Europe, réduisant significativement les délais d'acheminement des marchandises**, acheminement qui se fait aujourd'hui par la mer. (*International Herald Tribune*)

Discussions Nord-Sud : pas d'accord sur le tracé de la frontière en mer de l'Ouest

Le 14 décembre 2007, les discussions entre les deux Corée sur l'établissement d'une zone de pêche commune en mer de l'Ouest, pour éviter la répétition des accrochages de 1999 et 2002 dans ce secteur frontalier sensible, se sont terminées sur un échec.

La République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord) et la République de Corée (Corée du Sud) n'ont pas réussi à s'entendre sur leur frontière maritime, condition préalable à l'établissement de cette zone de pêche, lors des discussions qui ont eu lieu dans le village de Panmunjon, au centre de la Zone démilitarisée (DMZ).

Cette frontière a été établie unilatéralement par l'ONU à l'issue de la Guerre de Corée (1950-1953). La Corée du Nord refuse de la reconnaître et propose un nouveau tracé, plus au sud.

« *Les deux parties ont décidé de poursuivre les négociations lors de nouvelles discussions en raison des différends qui subsistent* », a indiqué le ministère sud-coréen de la Défense dans un communiqué. (Agence France-Presse).

Jeux olympiques : la torche passera à Pyongyang

La République populaire démocratique de Corée accueillera le relais de la torche olympique des Jeux de Pékin 2008, qui passera par sa capitale Pyongyang.

Le 15 décembre 2007, à Pyongyang, **la RPDC et la Chine ont signé un accord prévoyant que la torche olympique soit accueillie dans la capitale nord-coréenne le 28 avril 2008**. Selon des officiels chinois, la torche partira la veille de Séoul pour traverser ensuite la frontière inter-coréenne.

La torche olympique, qui sera allumée à Olympie (Grèce) le 25 mars, doit traverser 22 villes des cinq continents avant l'ouverture des JO le 8 août à Pékin, a indiqué le comité d'organisation. (KCNA)

Relations Japon-RPDC : changement de ton à Tokyo

Sentant que le vent est en train de tourner dans la région, grâce à l'attitude conciliante de Pyongyang sur le dossier nucléaire, le gouvernement du Premier ministre japonais Yasuo Fukuda commence à adoucir de façon subtile le ton à l'égard de la République populaire démocratique de Corée afin de ne pas se retrouver isolé, tranchant ainsi avec l'attitude de son prédécesseur, l'ultra-conservateur Shinzo Abe.

Si, comme le demande la République populaire démocratique de Corée, les Etats-Unis retirent la Corée du Nord de la liste des pays soutenant le terrorisme, « *dans un sens, cela peut être une occasion pour le Japon d'améliorer ses relations avec Pyongyang* », a estimé Kyoko Nakayama, conseillère spéciale du Premier ministre.

De son côté, le ministre japonais des Affaires étrangères, Masahiko Komura, a déclaré récemment que **la Corée du Nord pourrait profiter économiquement d'un accord de paix avec le Japon**, qui accorderait alors des compensations pour les dommages subis pendant la colonisation japonaise. (Agence France-Presse)

Diplomatie : Condoleezza Rice n'exclut pas de se rendre à Pyongyang

Interrogée le 20 décembre 2007 sur la possibilité qu'elle se rende à Pyongyang avant la fin du mandat du président Bush en janvier 2009, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a répondu : « *Il serait un peu prématuré de spéculer là-dessus mais, vous savez, rien n'est inconcevable* ».

Pour que cette visite ait lieu, « *il faudrait quand même qu'on ait fait pas mal de progrès* » vers le démantèlement des capacités nucléaires de la Corée du Nord, a-t-elle aussitôt ajouté.

Même prudente, cette réponse montre une nette évolution envers la République populaire démocratique de Corée de l'administration Bush, qui avait rangé la RPDC dans

l'« axe du mal » en 2002. Questionnée en octobre 2006 à Pékin sur la possibilité d'une visite à Pyongyang, Mme Rice avait alors répliqué en souriant : « *Ce n'est pas la peine de faire vos valises.* » (Agence France-Presse)

Election présidentielle américaine : le gouverneur Richardson et la RPDC

Bill Richardson, ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, gouverneur du Nouveau-Mexique et candidat à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine de 2008, est un bon connaisseur des questions internationales en général et de la République populaire démocratique de Corée en particulier.

Richardson a effectué plusieurs missions de médiation et de « facilitation » pour le compte du gouvernement américain, se rendant lui-même en RPDC ou recevant des diplomates nord-coréens dans sa résidence de Santa Fe, capitale de l'Etat du Nouveau-Mexique. « *Je considère certains Nord-Coréens avec lesquels j'ai négocié comme des amis* », déclare-t-il. « ***Même si nous sommes des adversaires idéologiques, nous nous faisons confiance.*** »

Le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle sera officiellement désigné lors de la convention qui se tiendra à Denver, Colorado, du 25 au 28 août 2008. (*The New York Times*)

Informations réunies par Patrick Kuentzmann

SOMMET INTERCOREEN D'OCTOBRE 2007

Une nouvelle étape dans la voie de la coopération intercoréenne

Le second sommet intercoréen entre les dirigeants du Nord et du Sud, depuis la division de la péninsule, s'est tenu à Pyongyang du 2 au 4 octobre 2007. La déclaration commune signée par le dirigeant Kim Jong-il et son homologue sud-coréen Roh Moo-hyun a été rapidement suivie de nouvelles avancées dans la coopération intercoréenne.

Le sommet intercoréen qui s'est tenu à Pyongyang, du 2 au 4 octobre dernier, a été le second de l'histoire de la péninsule à ce niveau depuis la division de la Corée, et le premier depuis la première rencontre historique, en juin 2000, entre le président sud-coréen Kim Dae-jung et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il. Accueilli par le dirigeant Kim Jong-il, le président Roh Moo-hyun a franchi à pied la ligne de démarcation en déclarant que « *cette ligne interdite est appelée à s'effacer* ». Ovationné debout, il a également assisté à une représentation du spectacle de gymnastique de masse « Arirang ». Signée à l'issue de la rencontre, la déclaration commune du 4 octobre 2007 s'inscrit dans le prolongement de la déclaration du 15 juin 2000 (*cf. texte intégral ci-après*).

Sa portée concrète pour le renforcement des relations intercoréennes a été saluée par une résolution adoptée à l'unanimité des 192 Etats membres de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 31 octobre 2007. Pour la première fois, cette résolution sur la question coréenne a été adoptée sur l'initiative conjointe des deux délégations coréennes. Intervenant de manière exceptionnelle aux côtés du président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Ban Ki Moon, secrétaire général des Nations Unies, s'est déclaré « *convaincu que cet historique sommet intercoréen ouvrira la voie d'une paix permanente et ultérieurement d'une réunification [...] je crois aussi qu'il servira de catalyseur par de nouveaux progrès dans les Pourparlers à six sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne* ».

De fait, la déclaration du 4 octobre 2007 mentionne explicitement l'application de la déclaration conjointe du 19 septembre 2005 et de l'accord du 13 février 2007 établi lors des pourparlers à six (les deux Corée, les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon) sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. La mise en œuvre de ces accords ouvre la voie, aux termes de la déclaration du 4 octobre, à un « *régime de paix permanent* », alors que les deux Corée restent techniquement en guerre depuis la signature de l'armistice ayant mis fin, le 27 juillet 1953, à la guerre de Corée.

Cette perspective d'un régime de paix permanent suppose des négociations avec la Chine et les Etats-Unis, ces derniers étaient placés face à leurs responsabilités. D'ores et déjà, la déclaration prévoit des mesures de confiance mutuelle et de diminution des tensions militaires.

Elle a initié des pourparlers réguliers entre ministres de la défense des deux Etats, dont les premiers se sont tenus à Pyongyang du 27 au 29 novembre. Par ailleurs, il est envisagé l'établissement d'une zone commune de pêche dans la mer de Corée occidentale, alors que la délimitation de la frontière maritime a fait l'objet d'accrochages meurtriers dans un passé encore récent, y compris après le renforcement du dialogue intercoréen depuis 1998.

Un des aspects les plus spectaculaires de la déclaration du 4 octobre a été la mise en chantier de plusieurs projets de coopération économique, dont plusieurs lancés immédiatement au lendemain de la rencontre des dirigeants Roh Moo-hyun et Kim Jong-il. La première session du comité coréen de coopération économique Nord-Sud a eu lieu à Séoul du 4 au 6 décembre.

Le 5 décembre dernier, la ville de Kaesong a accueilli pour la première fois des touristes sud-coréens. Il est prévu que d'autres régions du Nord s'ouvrent au tourisme intercoréen, y compris le mont Paektu qui ferait ainsi l'objet d'un vol aérien direct Sud-Nord, alors que les monts Kumgang ont accueilli, en neuf ans, plus d'un million et demi de Sud-Coréens.

Enfin, des liaisons régulières intercoréennes pour le transport de fret ont été rétablies le 11 décembre dernier, pour la première fois depuis 1951. Une rencontre entre responsables économiques du Sud et du Nord, le 21 décembre, a envisagé l'ouverture de la ligne au transport de voyageurs en 2008. La déclaration du 4 octobre prévoit une équipe commune de supporters pour les Jeux olympiques de Beijing en 2008, lesquels utiliseraient la ligne de chemin de fer de Gyeongui.

La Russie a manifesté un intérêt particulier à prolonger le transsibérien vers la péninsule coréenne. La compagnie russe des chemins de fer a planifié, le 20 décembre, la construction d'un terminal ferroviaire, pour un montant de 100 millions de dollars. Pour sa part, la Corée du Sud réduirait considérablement les frais de transport de ses exportations.

Les modalités de mise en œuvre de la poursuite du rapprochement économique intercoréen dépendront aussi des options du nouveau président élu en Corée du Sud, M. Lee Myung-bak. Mais elles devront prendre en contact une réalité : la ligne de démarcation, franchie à pied par le président Roh Moo-hyun le 2 octobre dernier, ne constitue plus une frontière infranchissable. Alors que les Sud-Coréens avaient pris l'habitude de se considérer comme les habitants d'une île (ne disent-ils pas qu'ils se déplacent « *outré mer* » quand ils voyagent à l'étranger ?), une nouvelle frontière terrestre s'ouvre le long du trente-huitième parallèle.

Benoît Quennedey

Déclaration sur l'avancée des relations coréennes Sud-Nord, la paix et la prospérité

« Selon l'accord conclu entre le président Roh Moo-hyun de la République de Corée et le président Kim Jong-il de la Commission nationale de la défense de la République populaire démocratique de Corée, le président Roh s'est rendu à Pyongyang du 2 au 4 octobre 2007. Au cours de sa visite, des réunions et des discussions historiques se sont tenues.

« Lors des réunions et pourparlers, les deux parties ont réaffirmé l'esprit de la Déclaration du 15 juin et ont eu de franches discussions sur divers thèmes relatifs à la réalisation de l'avancée des relations Sud-Nord, de la paix dans la péninsule coréenne, de la prospérité commune du peuple coréen et de l'unification de la Corée.

« Exprimant leur confiance au fait qu'ils peuvent forger une nouvelle ère de prospérité nationale et d'unification de leur propre initiative s'ils allient leur volonté et leurs capacités, les deux parties ont déclaré ce qui suit, afin d'étendre et de faire progresser les relations Sud-Nord basées sur la Déclaration conjointe du 15 juin :

« 1. Le Sud et le Nord vont confirmer et tenter activement de réaliser la Déclaration du 15 juin.

« Le Sud et le Nord ont accepté de résoudre la question de l'unification de leur propre initiative et selon l'esprit « par le peuple coréen lui-même ». Le Sud et le Nord vont élaborer des moyens de commémorer l'anniversaire du 15 juin, l'annonce de la Déclaration conjointe Sud-Nord afin de refléter la volonté commune de la mettre loyalement en application.

« 2. Le Sud et le Nord ont accepté de transformer clairement les relations intercoréennes en liens de respect et de confiance mutuelle, dépassant leurs différences d'idéologies et de systèmes.

« Le Sud et le Nord ont accepté de ne pas interférer dans leurs affaires intérieures réciproques et ont accepté de résoudre les questions intercoréennes dans l'esprit de réconciliation, de coopération et de réunification.

« Le Sud et le Nord ont accepté de réviser leurs appareils législatifs et institutionnels respectifs afin de développer les relations intercoréennes dans une direction tournée vers la réunification.

« Le Sud et le Nord ont accepté de poursuivre activement le dialogue et les contacts dans divers domaines, y compris les législations des deux Corées, afin de résoudre les matières concernant l'extension et le développement des relations intercoréennes de façon à rencontrer les aspirations de tout le peuple coréen.

« 3. Le Sud et le Nord ont accepté de coopérer étroitement afin de mettre un terme aux hostilités militaires, d'atténuer les tensions et de garantir la paix dans la péninsule coréenne. Le Sud et le Nord ont accepté de ne pas se contrarier, de réduire la tension militaire et de résoudre les problèmes litigieux par le dialogue et la négociation. Le Sud et le Nord ont accepté de s'opposer à la guerre dans la péninsule coréenne et de respecter rigoureusement leur engagement de non-agression.

« Le Sud et le Nord ont accepté de désigner une zone commune de pêche dans la Mer de l'Ouest afin d'éviter les conflits accidentels. Le ministre de la défense du Sud et le ministre des forces armées populaires du Nord ont également accepté de tenir des pourparlers à Pyongyang en novembre prochain afin de discuter de mesures pour établir la confiance en matière militaire, comme de garanties concernant les plans et les projets divers de coopération pour faire de cette zone de pêche commune une zone de paix.

« 4. Le Sud et le Nord partagent l'opinion qu'ils doivent mettre fin au régime actuel d'armistice et établir un régime de paix permanent. Le Sud et le Nord ont également accepté de coopérer pour amener les dirigeants des trois ou quatre parties directement concernées de venir dans la péninsule coréenne et déclarer la fin de la guerre. En ce qui concerne la question nucléaire dans la péninsule coréenne, le Sud et le Nord ont accepté de coopérer pour mettre continuellement en application la Déclaration conjointe du 19 septembre 2005 et l'Accord du 13 février 2007 établi lors des pourparlers à Six.

« 5. Le Sud et le Nord ont accepté de faciliter, d'étendre et de développer ultérieurement les projets de coopération économique intercoréenne sur une base continue pour un développement économique équilibré et une prospérité commune dans la péninsule coréenne, selon les principes des intérêts réciproques, de la prospérité commune et de l'aide mutuelle.

« Le Sud et le Nord ont obtenu un accord sur la promotion de la coopération économique y compris les investissements, de pousser en avant la construction d'infrastructures et le développement des ressources naturelles. Etant donné la nature particulière des projets de coopération intercoréens, le Sud et le Nord ont accepté d'accorder des conditions préférentielles et des fonds à ces projets.

« Le Sud et le Nord ont accepté de créer une zone « spéciale de paix et de coopération dans la Mer de l'Ouest » englobant Haeju et les environs afin d'encourager activement la création d'une zone de pêche commune et une zone maritime de paix, l'établissement d'une zone économique spéciale utilisant le port de Haeju, le passage de navires civils par des routes directes à Haeju et l'utilisation conjointe de l'estuaire du fleuve Han.

« Le Sud et le Nord ont accepté de terminer la première phase de la construction du complexe industriel de Gaeseong dans un futur proche et d'entreprendre la seconde phase du développement du projet. Le Sud et le Nord ont accepté d'ouvrir des transports ferroviaires de fret entre Munsan et Bongdong et de conclure rapidement diverses mesures institutionnelles, y compris celles liés au passage, à la communication, et aux procédures de dédouanement.

« Le Sud et le Nord ont accepté de discuter de la réparation des voies ferrées de Gaeseong à Sinuiju et de l'autoroute Gaeseong-Pyongyang pour leur usage commun.

« Le Sud et le Nord ont accepté d'établir des complexes de coopération dans la construction navale à Anbyeon et Nampo, tout en poursuivant les projets de coopération dans divers domaines comme l'agriculture, la santé et les services médicaux et la protection de l'environnement.

« Le Sud et le Nord ont accepté d'élever le statut du Comité de promotion de la coopération économique intercoréen existant en Comité conjoint pour la coopération économique intercoréenne, sous la direction de responsables au rang d'adjoints de premier ministre.

« 6. Le Sud et le Nord ont accepté de renforcer les échanges et la coopération dans les domaines sociaux couvrant l'histoire, la langue, l'éducation, les sciences et la technologie, la culture et les arts, les sports, afin d'illustrer la longue histoire et l'excellente culture du peuple coréen.

« Le Sud et le Nord ont accepté d'organiser des circuits au Mont Baekdu et d'ouvrir des vols permanents entre Séoul et le Mont Baekdu dans ce but.

« Le Sud et le Nord ont accepté d'envoyer une délégation conjointe de supporters des deux parties pour les Jeux olympiques de Beijing en 2008. Les supporters utiliseront la ligne de chemin de fer de Gyeongui pour leur première prestation olympique conjointe.

« 7. Le Sud et le Nord ont accepté de promouvoir activement les projets de coopération humanitaire.

« Le Sud et le Nord ont accepté d'étendre les réunions des familles divisées et de leurs proches et de promouvoir les échanges de messages vidéo.

« Dans ce but, le Sud et le Nord ont accepté de domicilier des représentants permanents des deux parties dans le centre de réunion du Mont Geumgang quand il sera terminé et de régulariser les réunions des membres des familles divisées et de leurs proches.

« Le Sud et le Nord ont accepté de coopérer activement en cas d'urgences, notamment de catastrophes naturelles, selon les principes d'amour fraternel, d'humanisme et d'assistance mutuelle.

« 8. Le Sud et le Nord ont accepté d'accroître leur coopération afin de promouvoir les intérêts du peuple coréen, les droits et les intérêts des Coréens de la diaspora à un niveau international.

« Le Sud et le Nord ont accepté de tenir des pourparlers intercoréens entre les premiers ministres afin de mettre en oeuvre cette Déclaration et ont accepté de tenir la première série de réunions en novembre 2007 à Séoul.

« Le Sud et le Nord ont accepté que leurs plus hautes autorités se rencontrent fréquemment pour faire avancer les relations entre les deux parties ».

Source : agence sud-coréenne Yonhap, 4 octobre 2007, traduction en français sur le site de « Korea is one ».

ELECTION PRESIDENTIELLE EN COREE DU SUD

Le conservateur Lee Myung-bak élu

Le 19 décembre dernier, le large succès de Lee Myung-bak à l'élection présidentielle sud-coréenne signe le retour aux affaires du Grand parti national (conservateur), éloigné du pouvoir depuis dix ans. Les questions économiques ont dominé la campagne électorale.

L'ancien maire de Séoul Lee Myung-bak a remporté une large victoire à l'élection présidentielle sud-coréenne du 19 décembre dernier : avec 48,7 % des voix, le candidat du Grand parti national (conservateur, opposition) l'a largement emporté sur Chung Dong-young (26,1 %), proche du président sortant Roh Moo-hyun, qui était investi par le Nouveau parti démocratique unifié. Le nouveau président Lee Myung-bak entrera en fonctions le 25 février 2008, pour un mandat unique de cinq ans.

La nette victoire du Grand parti national (GPN) signe son retour aux affaires, après deux échecs successifs aux élections présidentielles : le centre-gauche l'avait emporté en 1997, avec Kim Dae-jung, puis en 2002, avec Roh Moo-hyun, face au même candidat conservateur, Lee Hoi-chang, à l'issue de campagnes largement dominées par la question des relations intercoréennes.

Cette année, ce sont au contraire les questions économiques qui ont été déterminantes. Le président sortant Roh Moo-hyun, qui n'était pas rééligible, a déçu les attentes de ses électeurs dans le domaine social. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans s'élève à 7,2 %, soit plus du double de la moyenne nationale (3,3 %). Le système national de sécurité, équivalent du revenu minimum d'insertion (RMI) français, créé en 2000, concerne 1,5 million de Sud-Coréens. Presbytérien pratiquant né en 1941 au Japon, se prévalant de son expérience d'homme d'affaires au sein du groupe Hyundai, Lee Myung-bak, surnommé « le bulldozer », a été élu sur le programme « 747 » : 7 % de croissance annuelle, un revenu annuel de 40 000 dollars par tête et l'élévation de la Corée du Sud au rang de septième puissance économique mondiale (alors qu'elle est actuellement onzième). Malgré les lacunes du système sud-coréen de protection sociale, les électeurs ont choisi un candidat aux options libérales affirmées en matière économique et qui veut accroître la flexibilité du marché de l'emploi.

Comment expliquer la moindre place prise par les relations intercoréennes dans l'élection du 19 décembre, alors même que le second sommet intercoréen depuis la division de la péninsule s'est tenu à Pyongyang du 2 au 4 octobre derniers ? En fait, les progrès des négociations sur le nucléaire nord-coréen, mais aussi l'assouplissement de la position du GPN vis-à-vis du Nord, ont contribué à rendre moins sensible la question de la réunification pour l'opinion sud-coréenne. Les premières prises de position de Lee Myung-bak vis-à-vis de la Corée du Nord indiquent plus un ajustement qu'une remise en cause radicale de la politique d'ouverture au Nord, dite « du rayon de soleil », lancée en 1998 par le président Kim Dae-jung puis poursuivie par l'actuel président Roh Moo-hyun. Si Lee Myung-bak a insisté sur la question des droits de l'homme au Nord, il considère favorablement le rétablissement des liaisons ferroviaires intercoréennes, en envisageant leur embranchement au réseau transsibérien.

Il prévoit aussi une progression des investissements sud-coréens au Nord, sous réserve préalablement d'un abandon définitif du programme nucléaire militaire nord-coréen, en vue d'établir une « communauté économique coréenne ».

Si le président Lee Myung-bak devra être jugé en actes sur sa politique étrangère et intercoréenne, on pourra retenir que, lors de ses débuts en politique, il avait été emprisonné

pendant plusieurs mois par la dictature militaire, en 1964, pour avoir participé étudiant à des manifestations contre la normalisation des relations entre le Japon et la Corée du Sud. Quarante-trois ans plus tard, il a accédé à la présidence de la République en s'appuyant sur un parti, le GPN, qui regroupe notamment les anciens partisans du régime militaire.

Le scrutin présidentiel sud-coréen, à un seul tour, a laissé peu d'espace aux autres candidats. L'ancien candidat du GPN en 1997 et 2002, Lee Hoi-chang, se présentait cette fois-ci en indépendant. Il a recueilli 15,1 % sur une ligne ultra-conservatrice, dénonçant notamment l'évolution du GPN vis-à-vis de la Corée du Nord.

Bien que défait, le centre-gauche a enregistré une nette progression depuis septembre : alors qu'il y a quatre mois aucun candidat proche de la majorité sortante n'atteignait 10 % des intentions de vote, Chung Dong-young a recueilli 26,1 % des suffrages exprimés. L'ancien PDG de Yuhan Moon Kook-hyun a obtenu 5,8 % des voix, Kwong Young-ghil – candidat du seul parti important réellement classé à gauche, le Parti démocratique du travail (PDT) – 3,0 % et le centriste Lee In-je 0,7 %. Divisé et nettement minoritaire, le centre-gauche aura des difficultés à remporter les élections législatives prévues au printemps, où le mode de scrutin entraînera des reclassements : si le PDT n'a ainsi jamais percé à une élection présidentielle, il a obtenu 14 % des voix aux précédentes élections législatives, en 2004.

Mais un des phénomènes le plus significatifs de ce scrutin a été la très forte progression de l'abstention, qui a pratiquement doublé en dix ans : le taux de participation a ainsi diminué de 80,7 % en 1997 à 70,8 % en 2002 et 62,9 % le 19 décembre dernier. Les 14 millions d'abstentionnistes sont plus nombreux que les électeurs de Lee Myung-bak. Sans doute les vifs débats, en fin de campagne, ayant mis en cause Lee Myung-bak sur un scandale de corruption, ont-ils pu éloigner des urnes une partie de l'électorat. Mais cette évolution traduit également une crise du système de représentation politique : la décomposition au Parlement de la majorité sortante, les changements fréquents d'affiliation partisane et le poids du régionalisme et du clientélisme dans la politique sud-coréenne nourrissent un sentiment accru de défiance des citoyens vis-à-vis de leurs représentants.

Benoît Quennedey

AUX MEMBRES DE L'AAFC

L'Assemblée Générale statutaire de l'Association d'Amitié Franco-Coréenne aura lieu le

Samedi 16 février 2008 de 14h30 à 18h00

Salle du Secours Populaire Français

9/11 rue Froissart, 75003 - PARIS

Nous comptons sur votre participation.

INFORMATIONS AAFC

REGLEMENTS DES COTISATIONS 2008 ET RENFORCEMENT DE L'AAFC

La connaissance réciproque, la compréhension mutuelle et l'amitié entre les peuples sont des facteurs essentiels de la solidarité internationale pour la défense de leurs intérêts communs : le progrès, la sécurité collective et la paix dans le monde.

α Pour l'amitié et la solidarité entre les peuples français et coréens (du Nord, du Sud et de la Diaspora) ;

α Pour le développement des relations équilibrées de la France avec le Nord et le Sud de la Corée dans tous les domaines ;

α Pour que la France reconnaisse diplomatiquement la RPD de Corée et œuvre en faveur de la réunification indépendante et pacifique de la Corée ;

α Pour soutenir la cause de la nation coréenne,

- Confirmez votre adhésion à l'AAFC en réglant votre cotisation 2008,
- Adhérez à l'AAFC,
- Faites adhérer vos amis.

Nom : Prénom :

Adresse :
.....

Ci-joint un chèque de euros

☒ Cotisation 2008

☒ Adhésion nouvelle

☒ Bulletin uniquement (6 euros)

Montant de la cotisation annuelle 2008 (comprenant l'envoi du bulletin trimestriel) :
20 euros minimum à adresser à la Trésorière :

Madame Jacqueline LUCCA
5 Allée Frédéric Chopin, 91380 - CHILLY-MAZARIN

Directeur de la publication : Gilbert OOURCEAU

Administration : André AUBRY

Administration - Rédaction - Publicité : 13 rue François-Laurent Gibon, 92220 - BAGNEUX

Prix du numéro : 1,52 euro

Abonnement annuel (4 numéros) : 6 euros

Commission paritaire en cours

Imprimé par nos soins